

Les limites de la social-démocratie ou les limites de l'analyse néo-marxiste

Louis Gill, *Les limites du partenariat : les expériences sociales-démocrates de gestion économique en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Norvège*, (Boréal, 1989), 145 p.

Henry Milner

Volume 67, numéro 2, juin 1991

Symposium sur le salaire minimum et l'emploi

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602035ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602035ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Milner, H. (1991). Compte rendu de [Les limites de la social-démocratie ou les limites de l'analyse néo-marxiste / Louis Gill, *Les limites du partenariat : les expériences sociales-démocrates de gestion économique en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Norvège*, (Boréal, 1989), 145 p.] *L'Actualité économique*, 67(2), 231–240. <https://doi.org/10.7202/602035ar>

*Les limites de la social-démocratie ou les limites de l'analyse néo-marxiste**

Henry MILNER
Collège Vanier
Montréal

Compte rendu du livre de Louis Gill, «Les limites du partenariat: les expériences sociales-démocrates de gestion économique en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Norvège» (Boréal, 1989), 145 pages.

À l'heure actuelle les chercheurs canadiens en économie politique ont peu contribué à la compréhension de ce que nous qualifions «d'économie politique sociale-démocrate», c'est-à-dire au développement et à l'application d'une méthode pour comprendre et identifier les choix sociaux qui produisent le maximum de résultats égalitaires. Alors que des progrès significatifs ont été faits dans les ouvrages de l'école «néo-corporatiste» sur l'Europe, la situation au Canada est différente. La raison est sans doute qu'il n'y a pas ici une réelle tradition d'ouvrages – théoriques ou pratiques – s'inspirant de de l'économie politique égalitaire ou sociale-démocrate, qui puisse nous guider. La situation est peut-être un peu meilleure au Québec où deux économistes, Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon (1983, 1986), s'inscrivent fermement dans la tradition corporatiste européenne. Il faut cependant noter que leurs travaux n'ont pas encore été traduits en anglais.

Tout ceci reflète une incapacité, au Canada, à aborder et évaluer les expériences des pays gouvernés par des partis sociaux-démocrates. Dernièrement, Louis Gill, un économiste de gauche, a fait une analyse de ces régimes en Suède, en Norvège, en Allemagne de l'Ouest et en Autriche dans son livre intitulé *Les limites du partenariat: les expériences sociales-démocrates de gestion économique en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Norvège*. Cet ouvrage trace-t-il enfin la voie à une économie politique sociale-démocrate ou bien rend-il plus évidentes, par la grille marxiste sur laquelle il s'appuie, les limites de l'analyse économique-politique de la gauche canadienne? Dans notre recension nous confronterons l'approche de Gill à une démarche qui s'inspire de l'analyse néo-corporatiste européenne. Celle-ci postule qu'en certaines circonstances le partenariat social peut engendrer plus d'égalité entre les individus. Ce postulat est énergiquement rejeté par Gill. Selon notre

* Nous tenons à remercier monsieur Daniel Gomez qui a effectué une grande partie de la traduction de ce texte de l'anglais au français et qui a participé à sa rédaction finale. Le lecteur qui désire approfondir mon autre point de vue et une analyse plus poussée du système social-démocrate suédois aura avantage à consulter le livre de l'auteur sur ce sujet : *Sweden: Social Democracy in Practice*, Oxford, Oxford University Press.

approche, l'objectif d'une économie politique sociale-démocrate consiste à élaborer les éléments d'une théorie du choix social égalitaire. À partir d'une telle théorie, il devient possible pour nous d'identifier les arrangements grâce auxquels les individus et les organisations peuvent faire des choix orientant la société dans un sens plus égalitaire. Cependant, nous soutenons que l'économie politique «de gauche» au Canada a été incapable, ou n'a pas eu la volonté politique, de faire cette démarche, de développer les outils nécessaires à la compréhension des effets des choix politiques antérieurs et d'élaborer ainsi des principes pour orienter les choix futurs. Nous soutenons également ailleurs (Milner et Milner, 1991) que cette lacune provient de l'utilisation, plus ou moins évidente, des fondements du paradigme marxiste.

Les marxistes se trouvent confrontés à un dilemme lorsqu'ils ont en face d'eux des sociétés qui, comme la Suède, ont accompli des progrès en ce qui concerne l'égalitarisme démocratique sans avoir procédé à la nationalisation générale de l'économie. En effet, dénoncer ce «modèle», en tant qu'exemple de «collaboration de classes», ne convainc que le nombre rapidement décroissant de marxistes (aujourd'hui c'est la gauche des pays d'Europe de l'Est qui regarde de plus en plus vers la Suède). Alors, au lieu de dénoncer, on énumère les réalisations suédoises comme le plein emploi et les programmes universels de bien-être, sans mentionner la «collaboration de classes» à travers laquelle elles sont atteintes. Au pire, lorsqu'on est acculé, on minimise le «modèle» suédois, en le qualifiant d'inexportable et d'inapplicable à notre pays. Cette démarche tend à décourager les politiciens ou intellectuels de gauche qui lorgneraient du côté des solutions proposées par le modèle social-démocrate. Heureusement, Gill va un peu plus loin.

C'est surtout vers la fin que l'ouvrage de Gill se révèle être de façon explicite une critique néo-marxiste. En effet, tout au long du texte, il suit une première piste critique de la social-démocratie, qui peut être qualifiée de positiviste. Elle est d'ailleurs partagée par la droite: égalité et marché ne se mélangent pas; par conséquent, la social-démocratie ne peut fonctionner. En utilisant cet argument, la droite cherche à prouver que les «interférences» politiques pour promouvoir l'égalité aboutissent à de l'inefficacité économique. Les marxistes font le chemin inverse: l'inexorable logique du marché sape les arrangements politiques qui visent à promouvoir l'égalité.

La seconde critique est plus ouvertement marxiste. Elle affirme qu'indépendamment de ses aspirations, en laissant les relations de propriété inchangées, la social-démocratie perpétue le *statu quo* et l'oppression du travail par le capital. Si la première de ces critiques est explicite d'entrée, la seconde le devient seulement vers la fin de l'ouvrage.

Dans le premier chapitre le professeur Gill nous dessine le modèle schématique du «partenariat», en mettant l'accent sur l'importance de la pratique et de la théorie suédoise en ce qui concerne le développement de ce modèle. Dans le troisième chapitre, le plus long, il élabore sur le fonctionnement du système suédois. Le deuxième chapitre consiste en un historique très court et très superficiel des

expériences de partenariat social canadiennes et québécoises¹. Les autres chapitres dressent le bilan des systèmes allemand, autrichien et norvégien. C'est seulement dans le dernier chapitre que les convictions idéologiques sous-jacentes de Gill sont étalées explicitement.

Bien que souvent nuancées, ses évaluations sont, dans la plupart des cas, négatives. Il soutient que les succès de l'économie ouest-allemande reposent sur les épaules des travailleurs; ils seraient le fruit d'une politique salariale modérée. De plus, depuis la récession des années 1970, ils reposeraient sur un haut taux de chômage, résultant lui-même de la politique monétariste de la Bundesbank. Il néglige une dimension fondamentale: les syndicats allemands ont accepté de participer de façon pleine et responsable à la création d'une industrialisation de pointe, basée sur une main-d'oeuvre bien formée et spécialisée. Gill aurait dû consulter les travaux de Wolfgang Streek sur le mouvement syndical allemand (par exemple Streek, 1990). Il pourrait aussi demander aux travailleurs est-allemands pourquoi, quand finalement ils en ont eu l'occasion, ils ont voté comme ils l'ont fait.

Ses jugements de la social-démocratie suédoise révèlent ses hypothèses sous-jacentes. Tandis qu'il admet que la Suède a réalisé le plein emploi, les programmes sociaux les plus généreux et le système le plus progressif de redistribution par l'impôt, il n'est pas encore persuadé que le modèle de partenariat social suédois soit souhaitable car le capitalisme est solidement en place en Suède. En effet, 90% de l'économie suédoise est dans des mains privées et cette économie est caractérisée par de grandes corporations, souvent interreliées, avec un pouvoir concentré. À cause de cela, et en dépit de sa taille et de sa force, selon Gill, le mouvement ouvrier suédois semble avoir été contraint de défendre le partenariat, au niveau de la négociation centrale et à l'intérieur de l'entreprise elle-même, au lieu de pousser plus loin les revendications de ses membres.

De plus, la Suède fait partie du monde capitaliste. Elle a subi elle aussi les pressions pour couper la sécurité sociale. Le mouvement travailliste est effectivement toujours sur la défensive face au patronat, qui a tenté de profiter des difficultés engendrées par le contexte économique actuel pour renégocier le contrat. Durant les années 80, les dépenses gouvernementales en proportion du PNB ont cessé d'augmenter.

Ceci dit, la Suède reste le pays de l'ouest où la proportion des dépenses gouvernementales par rapport au PNB est la plus élevée. En développant son argumentation, Gill ne nie pas que, comparativement parlant, la Suède offre toujours la meilleure résistance à l'offensive capitaliste internationale et conserve son rôle de leader en ce qui concerne les politiques redistributrices. Mais il soutient que ce sursis ne peut être que provisoire, étant donné les inexorables pressions du

1. Pour en savoir plus sur le partenariat au Québec, voir Gomez, Daniel, *La démocratie industrielle au Québec, bilan et perspectives. Une analyse comparative Suède-Québec*, Travail dirigé présenté en vue de l'obtention du grade M. Sc. en relations industrielles, Université de Montréal, novembre 1988; et Clinton, Archibald, *Un Québec corporatiste?*, Éditions Asticou, 1984

capitalisme international. L'Autriche serait une illustration de ce phénomène: ses difficultés économiques du milieu des années 80 sont dues à la pression du capitalisme mondial – en particulier aux exigences du réaligement de la politique monétaire autrichienne sur celle de la Bundesbank. Il faut cependant noter à cet égard que la performance économique autrichienne a été fort bonne ces deux dernières années: une croissance de 4% en dépit (ou peut-être grâce à) une politique monétaire rigoureuse. Le même constat optimiste s'applique aujourd'hui à la Norvège, en dépit du pessimisme de Gill qui soutient que, dans ce pays, ce sont les revenus tirés de l'exploitation pétrolière qui ont permis de répondre aux revendications des travailleurs et que cette situation est transitoire, puisque le prix du pétrole est en déclin à l'échelle mondiale.

De façon générale Gill porte un jugement très pessimiste sur les quatre pays, même si chacun d'eux a su relativement bien maintenir ses politiques de justice sociale et s'adapter aux nouvelles pressions économiques. Mais l'analyse de l'auteur ne s'attarde pas sur les performances. Dans le chapitre final, il devient évident qu'il ne peut cautionner les régimes sociaux-démocrates, quelles que soient leurs réalisations. Plutôt que de juger la social-démocratie selon ses propres paramètres, c'est-à-dire l'atteinte d'une plus grande justice sociale par le biais d'une politique de plein emploi, de services sociaux universels et la participation à la prise de décision, Gill utilise ses propres critères. Il ne peut concevoir ou accepter que les travailleurs scandinaves et allemands aient fait des choix. Ils ont participé à la création d'une économie «de pointe» et, du même coup, à la création de la richesse ainsi qu'à sa redistribution. Pour Gill, une telle stratégie ne peut que se retourner contre les travailleurs. La seule voie possible devient donc la non-participation syndicale au processus économique et une attitude de confrontation qui, à la longue, minera le capitalisme et amènera le socialisme. La social-démocratie est donc jugée selon ses capacités à miner le capitalisme et à amener le socialisme.

Toutefois, et en toute honnêteté, l'auteur conclut qu'il évalue le régime social-démocrate en se référant à un modèle socialiste qui actuellement n'existe pas: précaution qu'un grand nombre de marxistes ne prennent pas. Comme Van der Berg le mentionne:

«Les marxistes minimisent continuellement les améliorations qui sont survenues à la suite de luttes longues, en les qualifiant d'insignifiantes, comparées aux transformations fondamentales, et non spécifiées, qu'ils ont en tête....refusant même de discuter des utopies sur lesquelles reposent ces transformations.» (Van der Berg, 1988, p. 519)

Gill admet que son modèle marxiste n'existe qu'en théorie. Le socialisme démocratique qu'il invoque n'existe sous aucun régime, en dépit – aurait-il pu ajouter – des millions d'idéalistes marxistes convaincus qui ont essayé de le mener à terme.

«La propriété collective des moyens de production évoque... pour plusieurs le spectre de l'autoritarisme, de l'antidémocratie, de la planification centralisée et bureaucratique où les décisions imposées à la population demeurent le fait d'une poignée d'administrateurs tout-puissants et inamovibles. Et, il faut bien le reconnaître, cette

vision des choses se fonde sur l'observation de la réalité de l'ensemble des pays qui jusqu'ici ont procédé à l'expropriation du capital et institué la propriété étatique.» (p. 144)

Il admet donc l'existence d'une réalité qui saute aux yeux. «C'est d'ailleurs en référence à cette triste réalité, qui agit comme un repoussoir et détourne des milliers de travailleurs de l'idée même du socialisme, que certains ont voulu parler d'une «troisième voie», celle d'un capitalisme civilisé, se situant entre le capitalisme et le collectivisme autoritaire et bureaucratique des pays de l'Est.» (p. 144)

Mais ce n'est qu'une chimère. «*La troisième voie demeure cependant une variante de la première voie, celle de la propriété privée, et soumise à ses règles*» (p. 145). Le mouvement ouvrier doit comprendre que ses gains étaient dus à «une certaine latitude dans l'orientation des politiques... d'une époque désormais en voie d'épuisement.» (p. 145)

En fin de compte, Gill exclut par principe la chimère sociale-démocrate, la qualifiant simplement de capitalisme à visage plus humain. La social-démocratie n'a en effet pas procédé à l'expropriation des moyens de production. Il est clair dans sa conclusion que, même si ce n'est pas suffisant, cette expropriation demeure une condition essentielle pour parvenir à la démocratie économique (p. 145). Par ce refrain incantatoire, Gill rejette d'emblée la sorte de partenariat qui caractérise la Suède depuis 1938, aussi bien que la participation institutionnelle du mouvement ouvrier à la gestion des entreprises et à leur propriété, grâce aux fonds des travailleurs, qui se sont développés ces vingt dernières années. Pour lui tout ceci n'a pas de signification réelle: aussi longtemps que les moyens de production sont dans des mains privées, la démocratie économique est une contradiction. Plus on s'approche de la fin de l'ouvrage et plus on se trouve en face d'une logique circulaire qui tourne sur elle-même. Les politiques et les structures économiques suédoises, qui doivent s'ajuster aux pressions de l'économie capitaliste internationale, ne peuvent évidemment répondre aux critères de Gill. Or, pour faire une analyse la plus cohérente possible du système suédois, il faut le juger selon ses propres objectifs.

Est-ce que la social-démocratie est en voie d'épuisement comme Gill et les néo-marxistes le prétendent? Nous avons soutenu le long d'un ouvrage récent (Milner, 1989) qu'en dépit des souhaits et prévisions de la droite et de la gauche néo-marxiste, la social-démocratie suédoise a prouvé sa capacité de résistance. La Suède peut toujours se vanter d'avoir une industrie manufacturière exportatrice florissante, des surplus budgétaires et un revenu *per capita* qui se situe au troisième rang mondial (après la Suisse et le Japon). Et tout ça sans oublier la «qualité de la vie» qu'exprime la longévité de la population, l'absence de pauvreté, la performance scolaire, la propreté environnementale, le bas taux de criminalité, la forme physique... De plus, même s'ils doivent subir un haut taux de taxation, les Suédois utilisent moins les échappatoires fiscales que ce n'est le cas dans les pays de plus basse taxation. Ils restent fondamentalement d'accord avec le fait qu'une large part du PNB s'en aille dans les services publics et leur revienne sous la forme de programmes sociaux efficaces et humains.

Nous avons déjà décrit en détail le fonctionnement du système suédois de concertation ou de partenariat. Le plein emploi en est la clé, en dépit des pressions inflationnistes qu'il crée. De telles pressions sont évidentes aujourd'hui. Le chômage s'est tenu en bas des 2% depuis 1987 mais l'inflation a grimpé à 10% cette année, un taux plus élevé que celui des principaux partenaires économiques de la Suède. Mais plutôt que de laisser le chômage croître et ainsi combattre l'inflation, les sociaux-démocrates suédois ont essayé, en concertation avec le patronat et le mouvement ouvrier et dans le cadre de la politique de plein emploi, de mettre sur pied des contrôles anti-inflationnistes. En effet, pour la social-démocratie suédoise, le plein emploi constitue le cœur du système. Il contribue à son efficacité. Les travailleurs, soutenus par des garanties sociales et des programmes très élaborés de formation et de réinsertion ne craignent guère la possibilité de changer d'emploi et de s'orienter vers un secteur économique en expansion qui utilise une technologie plus avancée. De plus, ce plein emploi renforce l'État-providence, puisque le risque que le système soit rejeté par les travailleurs qui ont à supporter les chômeurs avec leurs impôts est ainsi minimisé.

Bien que le gouvernement ait dû récemment recourir à des mesures difficiles et peu populaires, incluant un gel temporaire des prix et une légère augmentation de la taxe sur la consommation, déjà très élevée, pour freiner l'inflation, il y a de bonnes raisons de croire qu'il connaîtra un certain succès grâce au consensus qui domine sur le contrôle de l'inflation et le maintien du plein emploi. Il convient également de noter que la Suède est en meilleure forme économique qu'au moment de la récession de 1979-1980, alors que des secteurs industriels dans lesquels elle avait perdu son avantage comparatif, tels l'acier et la construction navale, jouaient un plus grand rôle dans son économie. À cette époque, les critiques, de la droite et de la gauche marxiste, pronostiquaient la mort du modèle suédois, mais il a survécu et très bien. Notre évaluation plutôt optimiste repose sur le fait qu'en dépit de l'apparente discordance, il existe une profonde compréhension des mécanismes fondamentaux du fonctionnement du système de partenariat économique de la part des Suédois; ils respectent ceux et celles qui le dirigent, mais non pas les spéculateurs et les manipulateurs. Investir en termes financiers et humains dans la conception et la fabrication de meilleurs produits, afin de rendre l'industrie suédoise plus compétitive, est un objectif économique légitime et partagé; investir dans la production de publicité télévisée manipulatrice (il y a très peu de télévision commerciale en Suède) afin de persuader les Suédois d'acheter ces produits ne l'est pas.

En effet, lorsque le besoin s'en fait sentir, les Suédois sont capables de comprendre leurs intérêts immédiats à la lumière de la situation économique globale. Cela ne doit pas nous surprendre. Le système de partenariat que Gill déprouve favorise cette compréhension. L'économie politique d'un tel système fait l'objet d'une riche littérature, souvent qualifiée de «néo-corporatiste». Dans la dynamique d'une négociation centralisée, les employeurs ne peuvent déclencher une spirale inflationniste en surenchérissant les uns sur les autres pour obtenir une main-d'oeuvre peu abondante en économie de plein emploi. De leur côté, les syndicats négocient en pleine connaissance de cause et savent que chaque gain au-

dessus de la norme de croissance de la productivité se paiera par une perte d'emploi au profit de pays plus compétitifs aux prises avec une faible inflation (voir Calmfors et Driffill, 1988).

La logique du système suédois est évidente. Elle s'oppose à la logique du paradigme néo-marxiste de Gill, selon laquelle les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ne peuvent se réaliser qu'avec le socialisme. Les récents développements en Europe de l'Est éclairent ce débat. Gill soutient que les travailleurs de ces pays ne rejettent pas le socialisme, mais demandent plutôt la démocratie.

«L'histoire a démontré que la démocratie doit être conquise, puis défendue et, le cas échéant, reconquise. Les travailleurs des pays de l'Est, sans doute plus encore que tous les autres, en témoignent. Engagés, de diverses manières et selon des rythmes qui varient d'un pays à l'autre, dans une lutte contre la bureaucratie autoritaire qui les brime (par le biais de Solidarnosc en Pologne, en utilisant les débats de la Pérestroïka en URSS...) le sens de leur action, qui se déroule sous d'autres formes et dans des conditions où le capital est déjà exproprié, est pourtant le même que celui des travailleurs de l'Ouest. L'enjeu en est le contrôle collectif démocratique de moyens de production appartenant à la collectivité.» (p. 145).

Il serait intéressant de savoir ce que Walesa et les travailleurs de la DDR pensent de cette déclaration. Pour eux l'enjeu n'est pas «le contrôle collectif démocratique des moyens de production», mais plutôt la recherche d'un système économique qui peut combiner efficacité et égalité sociale. Cela se comprend lorsqu'on regarde non seulement l'aberration que constitue le socialisme stalinien, mais aussi la réalité de tous les jours incarnée par l'ère Brezhnev (voir Aslund, 1989; Nove, 1989). L'économie moderne planifiée par l'État ne fonctionne pas et elle ne peut fonctionner efficacement. Les raisons en sont bien connues. Quand le marché fixe les prix, les producteurs ont seulement besoin de connaître les coûts marginaux du capital et du travail et les prix du marché de leurs produits ou services pour prendre des décisions financières. Pour l'État planificateur – indépendamment de son degré de responsabilité démocratique – il est nécessaire de connaître les coûts relatifs de production d'un bien ou service (coûts changeants constamment) en les opposant à d'autres. Il faut aussi évaluer les besoins que ressent la communauté quant à ces produits ou services, en les comparant à d'autres besoins. De plus, à la différence de l'État planificateur, le producteur en situation de marché va profiter des gains découlant d'une bonne décision, ou souffrir des conséquences d'une erreur. Ce qui explique que le remplacement des lois du marché par des décisions politiques, quelles que soient les garanties démocratiques, entraînera une économie moins productive.

La situation en Europe de l'Est n'est donc pas un accident. Elle est le résultat de ce que Gill nomme la «démocratie économique». Lorsque des politiciens dirigent l'économie, comme nous le suggère la logique de Gill, et indépendamment du degré d'altruisme ou de compétence des politiciens, il en résulte un déclin du niveau de vie par comparaison aux voisins ou aux partenaires économiques. Ceci entraîne inévitablement une défaite électorale et un revers des politiques – à moins que la population ne soit maintenue dans l'ignorance des conditions qui existent ailleurs ou ne puissent voter que pour les candidats déjà choisis (la solution albanaise).

Pour ces raisons, et à part des exceptions spécifiques, toute politique égalitaire doit accepter les règles du marché: les prix des facteurs de production y compris les salaires, doivent couvrir les coûts. Toutes les entreprises sont astreintes aux mêmes contraintes du marché en ce qui concerne la politique de prix, l'embauche et la mise à pied, la politique salariale, etc. Toutes les formes de compagnies: privées, d'État, autogérées, coopératives, doivent «exploiter» leurs employés, les payer moins que ce qu'ils demandent, leur fixer des tâches qu'ils ne veulent pas faire – les licencier même – afin de rencontrer les prix fixés par le marché. Une communauté dont les entreprises sont politiquement protégées et n'ont pas à tenir compte des signaux du marché et à réagir en termes d'investissement, de production ou de ressources humaines, se trouve inmanquablement perdante.

Les sociaux-démocrates suédois ont appris cette leçon il y a déjà bien des années, à une époque où leur programme demandait la «socialisation des moyens de production». En 1920, alors qu'ils accédaient pour la première fois au gouvernement (en minoritaires), ils formèrent un «comité de socialisation» pour identifier les industries qu'il était souhaitable de nationaliser. Une des personnes clés dans ce comité était Gustave Möller, un partisan avoué de la propriété publique. Le comité étudia les expériences à l'étranger et en Suède. Pendant les 20 années d'existence du comité, sa seule suggestion concrète en ce qui concerne le secteur manufacturier concerna la nationalisation d'une usine de chaussures, recommandation qui fut d'ailleurs rejetée par le parti. Le dernier rapport du comité, écrit en 1941, souligna l'irresponsabilité de tenter d'ignorer les lois du marché et d'obliger les entreprises nationalisées à composer avec les contraintes politiques en plus des contraintes économiques. La conclusion du comité était claire: les inégalités sociales doivent être combattues et la politique industrielle est une des armes de cette lutte, mais le coût des nationalisations dans le secteur productif représente plus une entrave à cette lutte qu'un moyen d'atteindre une plus grande égalité (Tilton, 1987).

Dès le début de son existence le rejet des nationalisations par le Parti social-démocrate fut une des caractéristiques du mouvement ouvrier suédois. Cette prise de position se retrouve dans une brochure de présentation sans titre publiée en 1983 par la Confédération suédoise des travailleurs (LO) (syndicat de cols bleus), un allié de tout temps du parti.

«Les plus importants objectifs en matière de politiques économiques sont le plein emploi, la croissance économique, une répartition du revenu plus équitable, un développement régional équilibré, une démocratisation croissante de l'économie et une réduction de la dépendance de l'économie suédoise envers le reste du monde. La tendance vers une aggravation de la confrontation sociale doit être stoppée. Il est dans l'intérêt de tout le monde de réduire le niveau de confrontation. Il faut faire montre d'une grande volonté de coopération pour ouvrir la voie à la négociation et à la collaboration. Par exemple, les employés doivent accepter des profits accrus pour les corporations afin d'accroître la solidarité et permettre un plus fort taux d'investissement. Cependant... cela ne peut être réalisé sans une concertation... sur la politique de répartition... [sans] une part des profits des entreprises [pour les travailleurs], [et sans] une participation à la gestion des entreprises...

Il n'est ni possible ni désirable de produire un plan global exhaustif... Le principal moyen de contrôle en matière de politique économique devrait être un système d'arrangements et de négociations régulières entre l'État et les principales entreprises...»

Ceci n'est ni de la soumission ni de l'ignorance. C'est une analyse radicalement différente du marxisme, faite par un mouvement ouvrier fort de l'expérience de 60 années de décisions concrètes qui ont substantiellement amélioré les conditions réelles des travailleurs. Dans cette optique, l'élément clef en ce qui concerne la pratique des entreprises ne concerne pas les droits de propriété, mais plutôt les conditions dans lesquelles elles opèrent. Ce sont ces conditions, dénigrées par Gill, qui sont importantes et que l'on associe à la social-démocratie, c'est-à-dire la cogestion sur les lieux de travail, de généreux avantages sociaux qui ne sont pas dépendants de l'emploi, la solidarité salariale (équité), la politique de plein emploi et l'implication des syndicats dans toutes les décisions importantes qui concernent la communauté à ses différents niveaux.

Les intellectuels sociaux-démocrates suédois proches du mouvement ouvrier ont développé un mode de compréhension détaillé du fonctionnement de leur système. Leurs recherches, en politique de main-d'oeuvre, programmes sociaux et culturels, recherche et développement, développement régional, etc, permettent de mesurer la performance en fonction d'objectifs et de résultats précis. Elles permettent des améliorations et proposent l'application de mesures politiques concrètes. Renforcé par cette connaissance, le mouvement ouvrier suédois a su ajuster ses politiques gouvernementales et ses pratiques syndicales de façon à atteindre graduellement, mais irrévocablement, ses objectifs, toujours en concertation avec le monde patronal.

La critique de Gill est utile puisqu'elle nous permet de déceler les limites de l'analyse néo-marxiste. Mais elle est insuffisante en ce qui concerne les limites du partenariat. Une économie politique égalitaire a besoin de se poser le genre de questions que les intellectuels suédois ont posées, mais dans le contexte d'ici. Comment pourrions-nous nous orienter vers le plein emploi et une plus juste répartition, sans hypothéquer nos efforts pour mater l'inflation? Est-il possible d'appliquer de telles politiques dans le cadre d'un fédéralisme canadien? Libérés des contraintes des néo-marxistes nous pourrions nous attarder sur l'essentiel du message du philosophe polonais Leszek Kolakowski:

«l'idée de la social-démocratie... n'a pas de solution miracle pour le salut de l'espèce humaine. Elle ne peut promettre le feu d'artifice de la dernière révolution pour mettre définitivement fin aux conflits et aux luttes. Elle demande... une connaissance chèrement acquise et un calcul rationnel... et travaillera obstinément à éroder, pouce par pouce, les conditions qui produisent la souffrance, l'oppression, la faim, les guerres, les luttes raciales et nationales, l'avidité insatiable et l'envie.» (cité dans Jenkins, 1988: p. 142)

BIBLIOGRAPHIE

- ASLUND, ANDERS, (1989), *Gorbachev's Struggle for Economic Reform*, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- BELLEMARE, DIANE et POULIN-SIMON, LISE, (1983), *Le plein emploi: pourquoi?*, Montréal: Presses de l'Université de Québec.
- BELLEMARE, DIANE et POULIN-SIMON, LISE, (1986), *Le défi de plein emploi*, Montréal: Albert Saint-Martin.
- CLAMFORS, L. et J. DRIFILL, (1988), «Bargaining Structure, Corporatism and Economic Performance», *Economic Policy*, 6, avril 1988, 14-61.
- JENKINS, PETER, (1988), *Mrs. Thatcher's Revolution: The Ending of the Socialist Era*, Cambridge Mass: Harvard University Press.
- MILNER, HENRY, (1989), *Sweden: Social Democracy in Practice*, Oxford: Oxford University Press.
- MILNER, HENRY, (1991), «What Canadian Social Democrats Need to Know about Sweden and Why», in: JOHN RICHARDS (ed.), *Social Democracy Without Illusions*, Toronto: McClelland and Stewart.
- MILNER, HENRY et MILNER, ARTHUR, (1991), «Social Democracy versus Democratic Socialism: The Question of Public Ownership», in: S. ROSENBLOOM et P. FINDLAY, (eds.), *Debating Canada's Future: View From the Left*, Toronto: Lorimer.
- NOVE, ALEX, (1989), *Glasnost in Action*, London: Unwin, Hyman.
- STREEK, WOLFGANG, (1990), «More Uncertainties: West German Unions Facing 1992», communication donnée au Seventh Conference of Europeanists, Washington, D.C., Mars 1990.
- TILTON, TIMOTHY, (1987), «Why Don't the Swedish Social Democrats Nationalize Industry?», *Scandinavian Studies*, 59, (2), 142-166.
- VAN DER BERG, AXEL, (1988), *The Immanent Utopia: From Marxism on the State to the State of Marxism*, Princeton, N.J.: Princeton University Press.